



# **LA NEBULEUSE DE L'ANTIMONDIALISATION**

Mémoire de géopolitique  
du lieutenant-colonel Eric HUGUET  
dans le cadre du séminaire « Mondialisation »

Directeur : Professeur Jean-Louis SCARINGELLA  
Directeur général de l'ESCP-EAP

Mars 2003

# LA NEBULEUSE DE L'ANTIMONDIALISATION

## SOMMAIRE

**PREMIERE PARTIE : La montée en puissance du mouvement anti-mondialisation .**

L'émergence et le développement d'une contestation universelle contre les méfaits du libéralisme économique .

La structuration et l'apogée du mouvement .

**DEUXIEME PARTIE : Une évolution contrariée, voire condamnée .**

Les limites du système .

L'écueil de la violence .

## Introduction

La contestation des modalités et des effets de la mondialisation néo-libérale et notamment de tous ses excès, semble être devenu un thème central de mobilisation et d'action collective dans l'espace public contemporain.

Ce mouvement, communément désigné par le label de mouvement anti ou alter mondialisation, terminologie que nous emploierons indistinctement, dont le succès est incontestable, notamment grâce à l'effet démultiplicateur du réseau Internet, mais dont les contours restent encore flous et qui se manifeste sur des terrains aussi diversifiés que la taxation des transactions financières, l'annulation de la dette du tiers-monde, la lutte contre la nourriture standardisée ou encore contre les paradis fiscaux, s'est véritablement révélé par l'ampleur des manifestations qui ont accompagné, depuis 1999, et plus précisément depuis le « Millennium Round » de l'OMC à SEATTLE, la quasi-totalité des grandes réunions internationales et à l'occasion de la tenue du Forum social mondial de PORTO ALEGRE qui fut un véritable tremplin.

Si l'on peut se féliciter de la renaissance d'un certain esprit civique et de la nouvelle occupation du terrain politique par le citoyen, terme pris dans son acception la plus large, on doit cependant se garder de toute euphorie béate et rester prudent quant à l'analyse de ce phénomène qui reste malgré tout assez nébuleux tant par sa composition que par ses objectifs et ses méthodes.

En effet, bien que représentant un réel contre pouvoir étant donné les succès rencontrés, le mouvement antimondialisation paraît avoir de sérieuses difficultés à se pérenniser compte tenu de la disparité de ses composantes et de ses thèmes d'action, des manœuvres de manipulation et des tentatives de récupération dont il fait l'objet et enfin et surtout du fait du climat de violence latent ou effectif qui l'accompagne en quasi permanence dans sa démarche contestataire.

## 1 ) La montée en puissance du mouvement antimondialisation

### 11. L'émergence et le développement d'une contestation universelle contre les méfaits du libéralisme économique

111) Un courant de pensée développé à l'origine par des intellectuels.

#### Une idée originale

Si l'on excepte les réflexions ou recommandations préalables relatives à la mondialisation et notamment, celles du club de Rome, tout est parti de l'éditorial « désarmer les marchés », publié en décembre 1997 par « Le Monde diplomatique ». Après avoir dénoncé la mondialisation et les marchés financiers, les diktats de la liberté du commerce, avec pour victimes des salariés licenciés sur l'autel de la cotation boursière, Ignacio RAMONET, patron du journal, appelle à la création d'ATTAC. Il estime ( même si le principal intéressé se défend de toute assimilation avec le mouvement) qu'une taxe TOBIN du nom de l'économiste américain prix Nobel à 0,1 % sur la circulation des capitaux procurerait 166 milliards de francs par an, deux fois plus que la somme annuelle nécessaire pour éradiquer la pauvreté extrême. Dans une vibrante démonstration, il affirme que le système peut et doit être amélioré.

4000 lecteurs du « monde diplomatique » répondent spontanément présents. Et dans la foulée, la création d'ATTAC(association pour une taxation des transactions financières et pour l'aide aux citoyens) est scellée autour d'un réseau de 45 journaux, syndicats et associations, pour la plupart dans la sphère de la gauche radicale.

C'est avant tout un ensemble de publications critiques, avec Le Monde diplomatique, Alternatives économiques, Charlie hebdo ou Politis ; des syndicats comme la confédération paysanne de José Bové, la FSU, le Snes, le SNE sup, Sud PTT, Le SNUI ( impôts), la fédération transport de la CFDT, les cadres CGT et le syndicat de la magistrature ; des associations comme droit au logement et les associations de chômeurs.

Le mouvement rencontre rapidement un écho appréciable. Le discours est porteur de grandes idées et puise sa « substance » dans les nombreux scandales financiers et économiques qui émaillent l'actualité mondiale.

Très rapidement, ce mouvement franco français, voire parisien va s'étendre dans les régions et à l'étranger où il s'implantera progressivement .

## Les grandes originalités d'ATTAC

Elles sont de deux ordres :

- premièrement d'avoir su mettre autour de la même table, des composantes d'associations d'éducation populaire, d'organisation du mouvement social et des organisations syndicales en y adjoignant des organes de presse autour d'un objectif dans lequel tous pouvaient se reconnaître afin de pouvoir reconquérir les espaces perdus par la démocratie au profit de la sphère économique.

- deuxièmement d'avoir bâti une configuration articulant une direction nationale ou les personnes morales ont un rôle prépondérant et des structures locales largement autonomes, dans le respect de la plate-forme constitutive de l'association, surtout composées d'adhérents individuels.

- À noter en outre, le rôle d'impulsion du conseil scientifique de l'association qui s'est transformé en une quasi université populaire à l'échelle du pays intervenant autant sur les mécanismes économiques et financiers que sur les enjeux démocratiques. L'avantage de cette combinaison d'analyse étant, selon les dirigeants d'ATTAC, de permettre à ce mouvement de rester une force d'action et de proposer d'autres mondes possibles afin d'éviter une pensée unique.

En bientôt cinq années d'existence, ATTAC a élaboré des analyses, chaque jour malheureusement confirmées, des méfaits de la mondialisation libérale, mais comme énoncé ci-dessus, elle a veillé à ne pas rester cantonné dans ce rôle .

En effet, ce mouvement à su porter le débat et présenter des alternatives devant l'opinion, les élus, les gouvernements et des organisations internationales.

Tout n'a pourtant pas été aussi évident qu'il y paraît à première vue .

En effet, le succès, assez fulgurant, il faut le reconnaître, de cette organisation n'a pas tardé à faire de nombreux envieux. Forte d'environ 30 000 adhérents et de 250 comités locaux, ayant donné naissance à des structures cousines dans une quarantaine de pays, cette association qui a rencontré un écho considérable et qui est désormais courtisée par les médias et les responsables politiques éveille un intérêt certain.

Elle a d'ailleurs réussi à sa propre surprise à attirer 6000 personnes le 19 janvier 2002 au zénith pour la publication de son manifeste 2002 destiné à peser sur le débat présidentiel français.

Mais d'aucuns lui reprochent son manque de transparence tandis que d'autres l'accusent de « tentation hégémonique » arguant du fait que cette organisation dotée de statuts qui l'apparentent davantage à une fondation qu'à une association ne joue pas le jeu de la démocratie interne .

Longtemps source de contentieux, la représentation des comités locaux pour les instances nationales de direction, non prévue à l'origine, a été partiellement résolue. Mais il a fallu pour cela que plane la menace d'une mini-crise.

Il faut noter en outre que beaucoup de militants de base n'ont pas apprécié de découvrir le manifeste 2002 en même temps que la presse et qu'ils auraient aimé être associé à sa rédaction . Il semblait en effet, pour les observateurs comme par les participants, curieux de parler en permanence de démocratie participative et de ne pas commencer par se l'appliquer à soi-même.

Autre écueil auquel s'est trouvé confronté ATTAC, le fait que le mouvement se retrouvait, de facto, comme une espèce de centrale unique de l'Antimondialisation dont il occupait tout le champ et englobait toutes les composantes.

La première conséquence fut qu'en France, à la différence d'autres pays européens et notamment de l'Italie, de la Grande-Bretagne et de l'Espagne, aucun mouvement Antimondialisation spécifique à la jeunesse n'a émergé alors même qu'une partie, pourtant présente en masse dans les manifestations, peinait à se reconnaître dans le côté souvent scolaire ou intellectuel d'ATTAC et cherchait d'autres moyens ou d'autres vecteurs d'expression au risque de dérapages plus ou moins contrôlés.

#### Une action au niveau du débat électoral :

ATTAC ne souhaitait pas se contenter de dénoncer les faits, mais cherchait à porter le débat devant les principaux concernés.

Certes, cette association n'est pas un parti, aucun de ses responsables ne brigue actuellement un mandat, et aucun candidat ne sera pour le moment présenté ou soutenu par lui. Cependant, dans son rôle de mouvement d'éducation populaire, il ne souhaite pas dissocier la réflexion de l'action .

Pour ce faire, il veut jouer un rôle de stimulateur démocratique en s'adressant directement aux citoyens plutôt qu'en sollicitant les candidats et les partis pour des dialogues à huis - clos.

Aux yeux des dirigeants et des représentants d'ATTAC, ce dialogue avec les citoyens du monde entier s'est avéré encore plus crucial après les événements tragiques du 11 septembre 2001 tant les dynamiques militaristes, antisociales et attentatoires aux libertés ont opportunément été mises en avant pour contrer les discours et les actions de contestation jugées légitimes par le mouvement antimondialisation .

Seattle, le déclencheur de la montée en puissance.

Fin novembre 1999, à Seattle (Etats-Unis) , malgré un déploiement de forces pré-positionnées, il faut recourir au couvre-feu et la mobilisation de l'armée fédérale pour contenir des chaînes humaines de protestataires contre la politique de l'organisation mondiale du commerce( OMC).

C'est là, à Seattle, qu'ATTAC prend véritablement son envol, après avoir contribué au cuisant échec de la plus grande négociation commerciale du siècle et en obligeant par la même occasion l'OMC à organiser le sommet suivant dans un pays peu accessible, le Qatar , afin de limiter au maximum les débordements et surtout la médiation désastreuse d'une telle contre-publicité.

Et pourtant, qui aurait pu croire qu'une telle association radicale aurait rencontré un développement aussi rapide .

Le président d'ATTAC , Bernard Cassen, premier surpris, qualifie lui-même le mouvement de « Start up » et de « success story d'une visibilité internationale ». Cette association qui réussit à la fois à tracasser le Patronat, à angoisser les socialistes Français et à rendre jaloux les communistes, dispose non seulement d'une légitimité indéniable que lui confèrent ses cotisants mais également d'une écoute internationale relayée par l'utilisation massive des nouveaux moyens de communication , notamment d'Internet.

On peut s'interroger de savoir pourquoi ATTAC a réussi à fédérer de nouveaux militants là où la plupart des partis et syndicats avaient échoué. En fait, au niveau global, il semblerait que ce soit la prise de conscience générale du manque de légitimité démocratique des institutions mondiales qui ait drainé les militants vers ATTAC, et en ce qui concerne l'hexagone proprement dit, nombre d'actuels ou d'anciens adhérents de partis de gauche ou de syndicats, dont beaucoup avaient participé au mouvement social de fin 1995 contre le plan Juppé sur la sécurité sociale et sur les retraites.

Mais ce mouvement a également bénéficié de ce qu'on peut qualifier de sursaut citoyen dans lequel de nombreuses personnes ont trouvé l'occasion de s'engager dans ce qui semblait être une noble cause loin des débats politiques traditionnels.

Quoiqu'il en soit, le succès était au rendez-vous et il s'est amplifié de jour en jour.

## 112) Un développement progressif du phénomène

Depuis l'émergence du mouvement de protestation contre la mondialisation néo-libérale à Seattle fin novembre 1999, pas un sommet des institutions internationales (Fonds monétaire international (FMI), G7-8, Organisation mondiale du commerce( OMC) etc...) ne s'est tenu sans la présence des « antimondialisations ».

On ne peut que constater la progression constante de la mobilisation, et notamment de son intensité, au simple relevé des dates et des lieux les plus marquants :

SEATTLE, 3 décembre 1999 : Environ 40,000 personnes protestent contre la mondialisation lors des négociations des 135 pays membres de l'organisation mondiale du commerce sur le lancement d'un nouveau cycle de négociations commerciales. Seattle et le théâtre d'une fronde des pays en développement, furieux d'être exclus d'une négociation dominée par les affrontements agricoles entre les Etats-Unis et l'Europe. Pour l'arrivée du président américain Bill Clinton, l'état d'urgence est décrété et un couvre-feu nocturne imposé.

DAVOS, 29 janvier 2000 : La réunion annuelle de l'économie mondiale est perturbée par une manifestation, émaillée d'incidents, d'un millier d'opposants à la mondialisation. Le président des Etats-Unis avait choisi cette station de ski suisse pour rebondir sur l'échec de Seattle. 1300 manifestants se jouent de la police suisse et réussissent à rentrer dans un Davos pourtant transformé en forteresse.

BANGKOK, 12 au 19 février 2000 : Malgré le déploiement de 7000 policiers par les autorités thaïlandaises pour empêcher des affrontements, les militants antimondialisation manifestent quotidiennement lors de la dixième conférence des Nations unies sur le commerce le développement (CNUCED).

WASHINGTON, 16 avril 2000 : Les réunions ministérielles du fonds monétaire international et de la banque mondiale sont perturbées par des manifestants qui bloquent les accès à ces deux institutions protégées par d'importantes forces de sécurité. Des chaînes humaines sont formées pour bloquer et barrer l'accès des rues conduisant aux sièges des institutions internationales situées dans le centre de Washington.

GENEVE, 25 juin 2000 : près de 5000 manifestants protestent, dans une marche plutôt festive, à la veille d'un sommet social de l'ONU, contre les dérives de la mondialisation.

MILLAU, 30 juin 2000 : 40,000 manifestants antimondialisation se retrouvent dans le sud de la France à l'occasion du procès de José Bové, cofondateur de la confédération paysanne et héros français de SEATTLE, mis en examen pour avoir détruit des plans transgéniques et pour avoir « démonté » un restaurant Macdonald. L'intéressé estimera à cette occasion que le 30 juin sera désormais la date anniversaire en France de la lutte contre la mondialisation et les multinationales.

PRAGUE, 26 septembre 2000: Environ 15,000 militants manifestent dans le centre de la capitale tchèque et autour du palais des congrès à Prague, lors de l'assemblée annuelle du fonds monétaire international et de la banque mondiale. Le bilan est très lourd. Plus d'une cinquantaine de policiers blessés, plus de 400 manifestants interpellés et de blessés côté contestataire.

NICE, 6 décembre 2000 : 50,000 personnes, selon la police, 80,000, selon les organisateurs défilent à Nice pour « une Europe de l'emploi et des droits sociaux ». Cette euro manifestation se tient à la veille de l'ouverture du sommet européen, à l'appel de la confédération européenne des syndicats. Près de 2000 Italiens et 2000 Espagnols sont retenus aux frontières. Environ 200 à 300 manifestants se heurtent aux forces de police et 2 policiers sont légèrement blessés. Le lendemain, quelques milliers de manifestants antimondialisation entourent l'Acropolis, où doit s'ouvrir le sommet européen. On déplore de violents affrontements avec la police, qui comptera une vingtaine de policiers blessés, plusieurs vitrines de magasins brisées et une agence bancaire incendiée.

DAVOS – PORTO ALEGRE, janvier 2001 : Quelques manifestants réussissent à perturber le forum économique mondial de Davos en Suisse. Mais dans le même temps, se déroule une

grande première à l'autre bout du monde. En effet, au même moment, dans une démarche voulue constructive, les antimondialisations organisent au Brésil à PORTO ALEGRE un sommet parallèle, le forum social mondial, qui réunira 4000 délégués de 120 pays. Une tentative de visioconférence aura lieu entre les deux forums, mais elle se soldera par un non débat, révélateur du fossé entre les deux mondes.

QUEBEC, 21-22 avril 2001 : On assiste à de violentes manifestations autour du bâtiment abritant le sommet des Amériques. Il y aura des dizaines de blessés et des centaines d'arrestations, à l'issue d'un week-end de bataille rangée.

GOTEBORG , 15 juin 2001 : Alors qu'environ 20,000 personnes sont rassemblées pacifiquement pour manifester contre la mondialisation, lors du sommet européen, un millier de casseurs se livrent à une véritable bataille de rue. Les forces de l'ordre qui visiblement sont complètement dépassées font usage de tir à balles réelles. Le bilan sera lourd, des dizaines de blessés, mais surtout une couverture médiatique désastreuse tant pour les forces de police jugées incompetentes et mal préparées, que pour le mouvement antimondialisation qui apparaît comme dangereux et incontrôlable.

GENES, 20 - 22 juillet 2001 : Alors que les chefs d'état du G.8 se réunissent en sommet, de 100,000 à 200,000 militants antimondialisation organisent un contre sommet « le Genoa social sommet ». Les manifestations dégénèrent dès le premier jour en affrontements violents avec les forces de l'ordre. Le bilan sera terrible, une ville saccagée, 600 blessés et surtout un jeune manifestant, Carlo GIULANI, tué par les carabinieri.

Malgré le fait que la légitime défense ne soit pas remise en question par la justice italienne, la mort de ce jeune manifestant , retransmise en direct, aura un retentissement considérable des deux côtés.

BARCELONE, 16 mars 2002 : On assiste à la plus grande manifestation jamais organisée contre un sommet de l'union européenne et peut-être contre la globalisation capitaliste. Plus de 200,000 manifestants selon la police et un demi-million selon certains grands médias du pays.

Impressionnante par le nombre de ses participants, cette manifestation le fut aussi par la qualité de ses messages et par la jeunesse d'une grande partie de ses participants. La moitié au moins défilaient hors de toute appartenance, d'immenses segments de la manifestation étant

formé de milliers de jeunes s'avancant sans banderoles ni pancartes, sous l'égide d'aucun sigle particulier.

Point particulier, bien que tout ait été prévu dans ce sens, la confrontation sur le terrain militaire n'a pas lieu, le collectif organisateur ayant choisi de se décaler du lieu du sommet évitant ainsi l'affrontement de masse. Hormis quelques violents affrontements très limités, il n'y eut pas de réédition de GENES, mais personne ne tomba dans l'angélisme, car la violence même contenue restait perceptible.

Quoiqu'il en soit et quels que soient les mouvements de violence qui sont venus ternir le déroulement de ces contre-manifestations, que nous développerons en deuxième partie, il était évident que nous avions à faire à un mouvement de fond réel porté par les antimondialistes ou plutôt les altermondialistes, terminologie revendiquée, car ayant une connotation plus constructive.

## 12) La structuration et l'apogée du mouvement.

### 121) Le rôle amplificateur d'Internet

un outil commun de communication

Qu'il s'agisse des mouvements ouvriers, identitaires, écologiques, religieux, nationalistes culturels, féministes, des droits de l'homme ou tout simplement politiques, tous ont désormais recours à l'Internet. Le cyberspace est devenu une agora électronique planétaire. La principale caractéristique de ces mouvements sociaux étant de combler le vide laissé par la crise des organisations hiérarchiques.

Des coalitions floues, des mobilisations semi-spontanées, des mouvements ponctuels ciblés de type néo-anarchistes ont tendance à se substituer désormais aux organisations officielles permanentes et structurées.

Profitant de la faiblesse du contrôle des états sur l'Internet, ces mouvements, et notamment celui de l'antimondialisation, ont profité de ce nouvel espace de liberté d'expression ouvert à toute la planète, en marge du prisme déformant des médias commerciaux.

Le mouvement Antimondialisation qui n'a ni organisation permanente, ni centre, ni structures de commandement, ni programme commun, a parfaitement saisi l'opportunité de ce système .

Certes, l'absence de centralisme n'est pas inédit d'un point de vue historique. Ce côté informel, cette relative spontanéité a toujours été le signe distinctif des mouvements sociaux les plus productifs. Par contre, l'utilisation de l'Internet comme moyen d'expression et d'organisation « crucial et déterminant » pour la coordination interne et la médiatisation de ce type action est à la fois novatrice et indispensable.

La nouveauté essentielle vient de la mise en réseaux par Internet, car elle permet au mouvement d'être à la fois divers et coordonné et de s'engager dans un débat continu sans être paralysé, puisque chacun de ses nœuds peut reconfigurer un réseau suivant ses affinités et ses objectifs avec des chevauchements partiels et des connexions multiples.

Le mouvement antimondialisation n'est donc pas seulement un réseau, c'est un réseau électronique, un cyber-mouvement. Il est parfaitement à l'aise sur Internet et de ce fait possède une arme redoutable pour diffuser ses messages, organiser ses rassemblements et prendre de l'ampleur .

un « outil de combat » pour ATTAC.

Dès son origine, c'est la constitution d'une ligne de discussion sur Internet en janvier 1998 autour d'un éditorial du « monde diplomatique » intitulé « désarmer les marchés » qui donne son élan à l'association.

Le site actuel d'ATTAC, qui est aujourd'hui disponible en cinq langues, consulté depuis 130 pays et à partir duquel sont échangés une moyenne de 29,000 documents par jour, dispose d'une lettre d'information électronique qui joue un rôle central et qui apparaît comme une arme de communication particulièrement performante .

Ainsi en mars 2001, elle exhorta ses abonnés à adresser un courrier électronique à un responsable d'une commission de l'ONU chargée du financement du développement des pays les plus pauvres. Le résultat ne se fit pas attendre et la boîte aux lettres électronique de la cible satura sous les assauts des internautes, ce qui obligea l'intéressé à prendre position rapidement sur le sujet contesté.

Dans le même esprit, la mise en pièce de l'accord multilatéral sur investissement (AMI) en octobre 1998 a été largement facilitée par l'utilisation de la toile (Internet) qui a permis aux militants d'avoir accès aux textes en discussion, de les traduire, de les diffuser, de les analyser et d'en débattre pour finalement arriver à les faire rejeter.

Au delà du simple support de communication, Internet, à l'ère de l'information, permet de changer la société, c'est à dire de lutter pour transformer les fondements de l'existence sociale en construisant des réseaux interactifs pour organiser et mobiliser. Ces réseaux nés de la résistance de sociétés locales, cherchent à vaincre le mal par le mal, c'est à dire le pouvoir des réseaux mondiaux, en reconstruisant le monde par en bas. Internet offre aux citoyens du monde et aux militants la base matérielle nécessaire pour engager la création d'une société nouvelle sachant qu'en le faisant et en l'utilisant, ils transforment aussi Internet : D'outil dédié à l'organisation des entreprises et à la communication, le voici devenu le levier d'une mutation sociale.

Certes à lui seul, Internet ne suffit pas à relancer la démocratie défailante. La plupart des études et des enquêtes sont loin d'aller dans ce sens compte tenu des nombreux problèmes relevés dans ce domaine. Mais si Internet ne saurait fournir de remède technologique à la crise de la démocratie, il joue néanmoins un rôle majeur dans la nouvelle dynamique politique.

C'est en effet un canal de communication horizontal, en principe non contrôlé, et relativement bon marché, d'individus à individu ou d'individu à collectivité dont l'utilisation tend à se généraliser.

C'est ainsi que, bien que son usage reste limité au niveau des hommes politiques, il est de plus en plus utilisé par les journalistes indépendants, les militants et toutes sortes de gens pour diffuser toutes sortes de messages, des informations politiques aux simples rumeurs.

À l'ère Internet, la dimension politique de notre vie est donc bouleversée en profondeur. Le pouvoir s'exerce désormais au niveau de la production et de la diffusion des codes culturels et du contenu de l'information. Le contrôle des réseaux de communication devient donc le véritable levier de contrôle .

Le danger , car il y a danger, provient de la nature même de l'outil qui est une arme à double tranchant. En effet, selon l'usage qu'on en fait, Internet peut être à la fois un instrument de liberté ou de domination.

C'est là que doit intervenir la capacité de décision et de libre arbitre de l'utilisateur, fournisseur comme consommateur, car en définitive, le problème politique le plus fondamental que pose le développement du réseau est à ne pas en douter, non pas l'utilisation, mais le contrôle de cette agora publique par les citoyens eux-mêmes.

### Le cas particulier d'INDYMEDIA

INDYMEDIA se qualifie comme « le réseau mondial des médias activistes qui veulent cerner la vérité de façon radicale, objective et passionnée. »

Issu directement de la lutte altermondialiste dans le courant de Seattle, le mouvement d'information INDYMEDIA est né pour combler les lacunes des informations diffusées par les grands groupes commerciaux.

Lors de la préparation des manifestations contre le « millénium Round » de l'OMC, des dizaines de médias activistes, journalistes alternatifs ou indépendants se sont réunis autour d'un même projet pour offrir les nouvelles les plus diversifiées aux militants qui, partout dans le monde, se retrouvaient autour de cette lutte contre le pouvoir des multinationales et des pouvoirs financiers.

Des centres de médias indépendants à travers le monde.

Depuis Seattle, les centres se sont propagés dans le monde suivant de près l'expansion d'Internet, aux Etats-Unis d'abord, en Europe par la suite et actuellement de plus en plus dans les pays du tiers-monde.

Désormais, plus de 70 sites représentent autant de parties du monde où des groupes de journalistes contestataires couvrent l'actualité de l'Antimondialisation néo-libérale.

La première mission de ces outils médiatiques reste la couverture en temps réel des manifestations altermondialistes qui ont le plus souvent lieu lors des sommets des institutions financières.

La deuxième mission, au même titre qu'il existe des équipes légales et médicales organisées pour suivre chaque événement, consiste à couvrir tous les aspects des manifestations et à récolter des preuves vidéo et photos des éventuelles exactions commises par les policiers contre les manifestants.

Contrairement aux médias plus généralistes, INDYMEDIA n'hésite pas à envoyer un nombre très important de journalistes pour couvrir des événements aussi diversifiés et regroupant des citoyens avec des visions et des modes d'action aussi différentes. A titre d'exemple, il y en a eu 100 à Seattle, 200 à Prague et 250 à Gênes.

Le mouvement est constitué autour de sites Internet qui permettent la publication par tous de différents médias comme des textes ou des photos, mais aussi des vidéos ou encore des extraits de journaux, des interviews et même des émissions radio. Chaque site local possède sa page WEB et son système propre de publication ainsi qu'une politique locale bien définie qui peut varier d'un centre l'autre mais avec toutefois des règles minimales communes basées sur la liberté de publication pour tous et le refus commun des textes racistes, sexistes et homophones.

En ce qui concerne l'indépendance du système, alors que les médias traditionnels dépendent directement ou indirectement des groupes commerciaux ou des organes publics, INDYMEDIA se détache du moins officiellement, de tout lien avec les organes de pouvoir, ce qui semble lui garantir une grande liberté d'expression .

Les apports financiers viennent des médias activistes eux-mêmes ou des financements de soutien de la part des activistes et des associations.

À noter, que l'information diffusée rassemble autant qu'elle ne provoque le débat.

Et c'est bien là l'esprit du mouvement, la lutte contre la pensée unique. Par sa diversité, l'information transmise cherche à mettre les lecteurs face à des visions qu'ils ne partagent pas forcément. Au sein du mouvement altermondialiste, ils seront alors amenés à apprendre à côtoyer les autres idées et à ouvrir le débat d'un mouvement à l'autre.

#### Des rapports conflictuels avec les services de sécurité.

Etant donné les objectifs que s'est fixé INDYMEDIA et le pouvoir qu'il détient, il est bien évident qu'il intéresse fortement les services de sécurité des différents pays concernés par les contre-manifestations.

Ainsi lors des manifestations de Seattle, à la naissance même du mouvement, la police visait déjà les locaux des médias activistes en y envoyant des grenades lacrymogènes pour gêner la diffusion de l'information. À Prague, les autorités locales ont ordonné le contrôle de toute personne entrant ou sortant du centre média alors que les équipes et les cartes de presse INDYMEDIA étaient déjà officiellement reconnues. À Québec, le FBI a effectué une perquisition dans les locaux de Seattle où étaient hébergés les serveurs des sites pour réclamer, sans succès, la liste de toutes les personnes qui s'étaient connectées sur l'ensemble du réseau.

A Gênes après les nombreux méfaits commis par les forces de police, ces dernières ont investi l'immeuble et les locaux d'INDYMEDIA sous couvert de débusquer un repère du black block

et pour finalement repartir avec des mini discs et une caméra vidéo, mais sans parvenir à saisir les documents compromettants mettant en cause l'action violente et démesurée de la police locale qui sera étalée dans la presse quelques heures plus tard.

Autant de faits qui confirment l'impact et l'importance de la maîtrise d'Internet et du réseau de communication .

## 122) La tribune des Forums

### Au niveau européen

Au-delà des bruyantes manifestations qui accompagnent les rencontres des grands de ce monde, des mouvements d'un genre nouveau, visant à créer un espace de parole et d'échange spécifique, se sont structurés à l'échelle mondiale autour des quatre grands thèmes traditionnels : Annulation de la dette des pays en développement, Réforme des institutions financières internationales et obtention de l'arrêt des plans d'ajustement structurel, Imposition des mouvements de capitaux à court terme, enfin fixation de nouvelles règles du jeu pour le commerce mondial.

Ces objectifs ne sont pas exempts de contradictions et les mobilisations auxquels ils donnent lieu ne sont pas non plus exempts d'enjeu de pouvoir, mais il n'en demeure pas moins que ces mouvements ont montré leur capacité à s'organiser et à se projeter à grande échelle et ce, sur différents continents. C'est ce qu'ont montré l'organisation et les résultats du contre sommet de PORTO ALEGRE, en janvier 2001 .

Face au succès rencontré, il a été décidé de renouveler l'expérience à plus petite échelle .

C'est ainsi que suite au forum de PORTO ALEGRE et malgré les craintes de bon nombre d'hommes politiques, la ville de Florence accepta d'accueillir le premier forum social européen, version régionale du forum mondial.

Ce forum, avait pour vocation sous le slogan « une autre Europe pour un autre monde » de rassembler les acteurs du mouvement social du continent européen et d'organiser des espaces de débats ou seraient structurées des analyses et des alternatives diverses .

Il devait être également l'occasion de déterminer le rôle et les responsabilités de l'Europe dans l'évolution du monde contemporain dans le cadre d'un enracinement régional censé asseoir la dynamique des forums sociaux .

Bien que s'étant déroulé dans un contexte particulier du aux rumeurs de guerre contre l'Irak., il a rencontré un formidable succès et ce, sans incident majeur .

Venus de tous les pays d'Europe, près d'un million de manifestants, 500.000 selon la police italienne, ont envahi pacifiquement les rues de Florence, dans le cadre d'une grande marche qui du s'ébranler avec quatre heures d'avance sur l'horaire prévu, tant les rues de la capitale de la Toscane étaient noires de monde.

Les jeunes étaient massivement au rendez-vous, confirmant par la même la prise de conscience citoyenne de cette génération, non engagée jusqu'à présent. Mais la présence syndicale était également forte et particulièrement apprécié par la foule massée le long du défilé, qui fit un triomphe aux ouvriers de Fiat en grève contre un plan de suppression de 8000 emplois et le projet de rachat de leur entreprise par le géant américain GENERAL MOTORS. Etaient particulièrement visibles les gros syndicats comme la CGIL ( Italie ), l'IG- Métal (Allemagne) et la CGT ( France), mais également les partis politiques ,gauche de la social-démocratie, gauche radicale comme la « rifundazione » italienne ou ligue révolutionnaire française.

Les pays européens étaient représentés dans leur ensemble avec une nette prédominance pour l'Italie, la France et l'Espagne, mais également avec de gros contingents venus de l'Allemagne, des Pays-bas, de la Belgique, de la Grèce, de l'Angleterre et également de petits groupe de l'ex URSS et de l'ancienne Yougoslavie.

## PORTO ALEGRE 2

Du 31 janvier au 5 février 2003, le deuxième forum du mouvement antimondialisation s'est tenu à PORTO ALEGRE. dans ce lieu désormais mythique que cette grande ville située au sud du Brésil et gérée depuis 1989 par le parti des travailleurs (socialistes ).

A l'aune du succès rencontré, on mesure le chemin parcouru entre la première est la deuxième édition , que ce soit en terme de contenu ou de représentativité. La lecture des simples chiffres, suffit à la démonstration : en janvier 2001 plus de 15.000 personnes, dont 4700 délégués et une poignée de responsables politiques avaient fait le voyage. Un an plus tard, ce sont près de 50.000 participants, venus de 110 pays, dont environ 10.000 délégués qui se sont rendus dans l'état du Rio Grande do Sul .

Les raisons de ce succès sont multiples.

Tout d'abord l'impact inattendu de la première version du forum social mondial qui a motivé les indécis. Désormais, toutes les grandes figures de la contestation, comme l'Américaine Lori Wallach, le Malais Martin KHOR, l'Indienne Vandana SHIVA et les représentants français d'ATTAC, sont présents.

Ensuite, les 2000 mouvements de la société civile qui ont décidé de faire le voyage ont eu conscience de la nécessité impérieuse de redonner de la crédibilité au mouvement et d'éviter ainsi le brouillage d'image après les violences qui ont marqué le sommet européen de Göteborg et le sommet des chefs d'état et de gouvernement de Gênes. Il ont cherché à démontrer, bien que la tâche soit ardue, par un catalogue de propositions concrètes bâties autour d'un slogan rassembleur, « un autre monde est possible », que l'impressionnante nébuleuse du mouvement antiglobalisation était autre chose qu'un bric-à-brac cosmopolite d'organisations que ne relie, ni leur histoire, ni leurs objectifs pas plus que leurs modes d'action .

Enfin, les attentats perpétrés le 11 septembre 2001 aux Etats-Unis ayant, pendant un temps, anesthésié la contestation, qui a craint au début d'être assimilée à un parti anti américain au moment où les Etats-Unis déclenchaient leur combat contre le terrorisme, il convenait de rappeler qu'avant comme après cette tragédie, demeuraient les problèmes globaux devant lesquels le monde politique avoue son impuissance et auxquels la société civile a entrepris de s'attaquer.

Ce fut le sens des 700 ateliers, articulés autour de 26 thèmes de débats allant de la demande de taxation des flux de capitaux spéculatif et de la suppression des paradis fiscaux à la réorganisation de la production agricole, en passant par l'annulation de la dette des pays en voie de développement, autour desquels se sont organisées les discussions.

Porto Alegre est devenu l'événement à ne pas manquer pour les hommes politiques français qui s'y sont pressés, au risque pour certains de se décrédibiliser, à quelques mois des échéances électorales. Il en a été de même pour les forces syndicales, ébranlées, sans vouloir vraiment l'avouer, d'avoir aussi mal analysé le phénomène et surtout pour cette société civile internationale qui n'avait répondu qu'en ordre dispersé au premier rassemblement (comme par exemple la fédération internationale des droits de l'homme qui en 2001 avait préféré limiter sa présence à de simples observateurs).

### Un recentrage nécessaire

Dans un souci d'ouverture, les organisateurs ont aussi fait des efforts pour atténuer la coloration par trop Franco brésilienne qu'avait prise le forum dans sa première version.

( ATTAC était en effet la seule composante étrangère de l'équipe dirigeante.) Celle-ci a donc été ouverte à un conseil international formé d'une quarantaine de mouvement, originaire de tous les continents. Gage, sinon d'une parfaite représentativité, au moins d'un début de rééquilibrage entre les différents acteurs de la mondialisation. Sans être parfait et sans faire mystère des tensions qui ont secoué cette coalition, le système a évolué dans le bon sens, du moins en terme d'affichage .

Et pour y parvenir, tout n'a pas été aussi simple qu'il y paraît. Pendant un an, le Brésilien Candido GRYBOWSKY a ainsi parcouru la planète pour écouter, consulter et associer le plus largement possible.

Il a fallu également réunir des fonds soit 1, 65 millions de dollars (dont un million versé par la municipalité), le reste provenant de fondations étrangères et de grosses organisations non gouvernementales comme OXFAM et pour un montant de 350,000 dollars de la cotisation des quelques 2000 associations participant au forum.

L'enjeu était de taille, il fallait passer d'une simple grand-messe antilibérale à un laboratoire d'idées. Ce fut un pari globalement réussi .

### Un ciblage délicat

Anti ou alter mondialiste, gauchistes attardés ou réactionnaires postmodernes, les participants au sommet se sont vu attribuer des étiquettes qui ont la vie dure. Il faut reconnaître qu'il est difficile voire impossible de dresser le morphotype du militant de base.

Sans prétendre à une complète homogénéité du mouvement, on retrouve cependant quelques traits récurrents chez bon nombre d'activistes. Majoritairement jeunes, souvent bien éduqués , plutôt européens ou nord-américains et instruit au-delà de la moyenne. Ce profil plutôt privilégié ne constitue apparemment pas un obstacle à l'ancrage plus populaire qui fait l'image et la force du mouvement.

Cette diversité, mais également ces points communs font que le forum social mondial de PORTO ALEGRE s'affirme ainsi comme la manifestation la plus visible de cette convergence s'entre les organisations non gouvernementales et les mouvements sociaux du Nord et du sud, entre les syndicats et les organisations locales ou encore entre les féministes et les écologistes .

Selon ses organisateurs, ces identités multiples, plus qu'elles ne le dispersent lui confèrent son originalité actuelle, fragile certes, mais ouverte et radicale.

Questionné hier sur sa représentativité et sa légitimité par les politiques traditionnelles, le mouvement antimondialisation est aujourd'hui courtisé et fait l'objet de bien des tentatives de récupération.

### Les modes d'action privilégiés

Pour atteindre ses objectifs, le mouvement privilégie visiblement les formes d'action à géométrie variable, en phase avec l'accélération des communications et des échanges et avec les outils de la société informationnelle. Mobile, souple, émancipé des chapelles habituelles, le «peuple de Porto Alegre » renouvelle les modes d'expression et d'adhésion à l'action collective conflictuelle. Fonctionnement en réseaux, happening symbolique et créatif, militantisme d'influence, mobilisation démonstrative . Ce qu'on peut qualifier de « mouvement des mouvements » détonne, séduit et irrite.

Majoritairement pacifiste, il paraît pâtir autant qu'il bénéficie des débordements violents les minorités. Encore que comme nous le verrons plus tard la répétition de ces actes de violence brouille sérieusement les cartes au risque de mettre en péril la pérennité du mouvement .

### Le message

En anglais comment français, il est clair : « people not profit » ou « le monde n'est pas une marchandise ». Il ne laisse planer aucun doute sur l'objectif visé : la mondialisation néo libérale ou la «Corporate globalisation ». Ce n'est donc pas en premier lieu le rapprochement entre les peuples et les cultures qui est au cœur des préoccupations, mais plutôt l'intégration des Nations et des économies dans des règles plus équitables et responsables.

S'y ajoutent la condamnation de la dégradation accélérée de l'environnement, de l'imposition uniforme d'une culture de la concurrence, de l'hégémonisme des Etats unis et de la marchandisation des rapports sociaux.

Les effets comme la logique du système sont dénoncés en bloc ou en partie.

Pillage des économies du sud , privatisation des services publics, course effrénée à la productivité, spéculation financière, démantèlement des systèmes de sécurité sociale. Sur le banc des accusés, bien sûr, les multinationales, les institutions internationales qui promeuvent ou imposent ces politiques et les gouvernants qui les appliquent.

## Les propositions

C'est là que le bât blesse, car si la diversité des causes et des identités n'entrave pas la confluence des luttes contre un ennemi commun – l'union dans l'adversité –, l'unité des points de vue s'affaiblit lorsqu'il s'agit de formuler des politiques de rechange.

Certes, il y a des valeurs cardinales qui fédèrent l'ensemble des acteurs mondialistes, à commencer par la conviction qu'une autre mondialisation est possible, centrée sur l'homme, respectueuse de la culture et de l'environnement, basée sur la coopération, la justice sociale et la solidarité, mais les divergences sont indéniables et les solutions clés en main bannies..

Le forum social mondial constitue aujourd'hui un espace public de référence, le lieu d'échanges par excellence, où la traduction de valeurs communes en projet et en propositions concrètes est en gestation.

La déclaration finale de PORTO ALEGRE 2, tout en dénonçant avec force le caractère dramatique de la dérive du système libéral actuel, est porteur d'un message mobilisateur en réaffirmant la richesse que lui procure la diversité de ses composantes et en annonçant le renforcement du mouvement sur les thèmes phares que sont les actions et les mobilisations pour la justice sociale, pour le respect des droits et libertés, pour la qualité de la vie, de la légalité, de la dignité et la paix au moyen de mobilisations collectives de grande ampleur.

Mais quelles que soient la justesse des propos et la légitimité des valeurs et des causes défendues, on ne peut pas s'empêcher de rester dubitatif quant à la viabilité du mouvement en regardant de plus près l'énorme disparité des mouvements qui se réclament du mouvement antimondialisation, voire d'être inquiet quand on analyse la violence qui l'accompagne.

## 2 )Une évolution contrariée, voire condamnée.

Même si on ne peut que constater le réel succès rencontré par le mouvement antimondialisation, une analyse plus prospective révèle de sérieuses failles dans le dispositif notamment en matière de disparité et de violence qui à terme le condamnent quasi inéluctablement.

### 21) Les limites du système

#### 211) Le poids des divergences

Quoiqu'en disent les promoteurs de la lutte antimondialisation, au delà de sa richesse, la multitude des courants de pensée qui composent le mouvement, nuit gravement à sa crédibilité donc à sa pérennité

Les militants contre l' antimondialisation libérale peuvent être globalement divisés en quatre types d'organisation et en deux camps (même si des passerelles peuvent exister) d'où ressortent 2 acteurs particuliers.

#### 4 Formes d'organisations.

On peut distinguer quatre principaux types de structures d'organisation dont le degré de cohésion varie.

\* Groupe établi et permanent qui s'engage pour ce thème parallèlement à d'autres thématiques et le traite plus ou moins intensivement. Parmi eux on compte surtout les groupements d'extrême gauche qui voient dans la mondialisation une nouvelle forme d'oppression et d'exploitation capitaliste.

\* Groupements nés dans le sillage de la résistance à la mondialisation, souvent créés à l'occasion d'une conférence, et dont les structures perdurent . Ces coalitions, aux structures souvent assez souples, regroupent des organisations défendant les mêmes opinions et établies dans différents pays. Pour pouvoir prendre part à une telle organisation, il faut accepter un minimum de consensus sur certains principes. Ces groupements se servent souvent de réseaux ouverts (accessibles à tous, peu structurés) qui permettent la communication entre les membres et la coordination.

Des sections nationales régionales, qui peuvent prendre position dans leur pays comme à l'étranger contre ce qu'ils estiment être les excès de la mondialisation, sont quelquefois mises sur pied.

\* Réseaux événementiels, qui ne s'activent que ponctuellement en fonction du calendrier des sommets et des réunions et qui se composent pour partie de représentants d'autres groupes permanents. Lors d'un événement, ces alliances ne s'occupent en général que des tâches de coordination et de logistique sur place (déplacement, logement, mise en place des centres de rassemblement, acquisition d'information, etc.) le reste du temps ces alliances n'existent que virtuellement sous la forme d'un site Internet.

\* Groupes de travail ne se réunissant qu'en fonction du calendrier des événements. Il s'agit d'équipe composées de manière spontanée qui, au sein du mouvement de protestation, prennent en charge des tâches spécifiques telles que le compte-rendu des informations par les moyens propres à disposition ou à la livraison d'informations ciblées aux médias, l'organisation de la manifestation ou d'autres activités.

## Deux camps

### Les réformistes

Ils croient à l'existence réelle de la démocratie et à sa viabilité et ne remettent pas totalement en cause le capitalisme et tout ce qui va avec (salarariat, entreprises, Etat, propriété privée, marché...) .Ils réclament des réformes de toutes espèces, limitées à un secteur précis ou plus globale.

Ils pensent que la démocratie, la liberté, la survie future sont menacées par les excès du libéralisme sauvage et demandent des contrôles et des barrières pour contenir le capitalisme dans des limites raisonnables.

Ils sont indignés par la destruction des écosystèmes, la pauvreté endémique qui ne cesse de s'étendre sur tous les continents, la main mise totale des marchés sur tous les rouages de la vie par le biais de la domination totale de l'économie et des orientations politiques globales. Ils critiquent les instances internationales (organisation mondiale du commerce, banque mondiale, fond monétaire international...) qui au lieu de jouer le rôle d'arbitre sont, selon eux, au service des Etats riches et des multinationales .

Les réformistes forment la grosse majorité des protestataires. Ils viennent des syndicats, des organisations non gouvernementales, des associations comme ATTAC ou encore de groupe de jeunes auto organisés .

Leurs principales réclamations sont plus que variées .On citera sans être exhaustif: la taxation des spéculations sur les monnaies, le contrôle ou l'interdiction des délocalisations, la taxation des pollueurs et l'interdiction de tous les produits qui présentent des risques, une meilleure répartition des richesses planétaires, une coopération entre tous les pays pour l'élaboration d'un développement durable , l'annulation de la dette tiers-monde, le respect de toutes les cultures humaines, le démantèlement des monopoles, un contrôle très strict des ventes d'armes, ou encore l'arrêt du nucléaire et des organismes génétiquement modifiés.

Même si dans l'ensemble ils sont tous indignés par l'arrogance de la mondialisation libérale et par tous les pouvoirs qui la représentent, les revendications sont tellement diverses, qu'elles en deviennent parfois incohérentes . Certains de ces manifestants n'ont d'ailleurs même pas de revendications précises, ils tiennent simplement à montrer leur colère et leur désaccord face à capitalisme dictatorial et destructeur.

Tous veulent avant tout faire pression sur les gouvernements nationaux et les instances internationales pour que des réformes conséquentes soient réellement mises en œuvre et ils disposent pour cela de toute une palette d'actions que nous verrons ultérieurement.

### Les « révolutionnaires »

Ils sont beaucoup plus radicaux et pensent que le capitalisme est irréformable et que les prétendues démocraties, en Occident, comme ailleurs, ne sont que des leurres qui servent de paravents et d'alibis à des totalitarismes. Ils ne réclament pas de réformes, sauf éventuellement en tant qu'étape et préparation à une révolution, vu qu'ils pensent qu'elles ne changeront rien ou pas grand-chose. Ils préfèrent critiquer le système dans son ensemble en affirmant qu'il est possible de construire des sociétés vraiment humaines sur d'autres bases.

Ils dénoncent toute forme d'oppression et donc rejettent l'argent, les états, la propriété privée, les marchés, les entreprises, le salariat...

Ils ne veulent pas seulement des garde-fous pour le capitalisme, mais ils souhaitent sa disparition complète. Leur discours est radical et extrémiste : « les différents systèmes d'oppression se muent en un totalitarisme mondial qui s'appuie sur la dictature économique », il est donc logique que les révolutionnaires rejettent les représentants de cette mondialisation totalitaire. Ni état, ni capitalisme mais une révolution mondiale dans l'intérêt de l'humanité.

Comme les réformistes, il viennent de tous les horizons, mêmes si certains sont issus des groupes traditionnels : anarchistes, libertaires en général, marxistes, écologistes radicaux. Certains d'entre eux préconisent des actions violentes, notamment des destructions spectaculaires de propriétés privées liées aux multinationales. Ils affirment que l'exploitation capitaliste est plus violente que la destruction symbolique de quelques propriétés, ce qui justifie à leurs yeux les destructions de magasins ou de banques.

Les moins violents se contentent de prôner la désobéissance civile.

Bien que leurs mobiles soient variés, voire contradictoires, tous participent aux manifestations antimondialisation. Ils veulent avant tout montrer qu'ils existent, inciter d'autres personnes à les imiter, tenter de bloquer les rencontres des puissants, délégitimer les dirigeants du totalitarisme mondial, créer des zones d'autonomie temporaire qui préfigurent selon eux la libération future...

Ils espèrent créer une dynamique menant à l'effondrement du capitalisme, propice à un réveil des peuples et à la prise en main de leur destinée.

Dans cette vague contestataire, deux acteurs traditionnels du débat démocratique ressortent tout particulièrement

### les mouvements syndicaux

Il est clair que le mouvement syndical qui était en perte de vitesse sur le terrain revendicatif, cherche à se réapproprier l'initiative de « la lutte sociale » soit en s'associant au mouvement, soit en profitant de l'aspiration et en jouant de son manque de fiabilité et des débordements incontrôlables pour se repositionner comme interlocuteur privilégié au plan national comme international.

#### le mouvement syndical international : Global unions group

Sur le plan mondial, le mouvement syndical international intervient collectivement au profit ou au nom de ses adhérents parmi lesquels on retrouve notamment :

- la confédération européenne des syndicats, la fédération internationale des journalistes .
- la fédération internationale des ouvriers du transport, du textile ou encore du bois.
- l'internationale de l'éducation et celle des services publics .

Soucieux de ménager les deux parties pour récupérer à terme l'initiative, Global Unions était présent à ce titre, en janvier 2002 aux deux forums mondiaux de New York et de Porto Alegre.

Reprenant les thèmes porteurs, le mouvement syndical international exigeait, ou du moins souhaitait, qu'une conférence internationale soit organisée afin d'aborder la dimension et les implications sociales de la globalisation avant que le commerce mondial ne fasse l'objet d'une libéralisation plus poussée.

Le FMI, la banque mondiale, l'OCDE et l'OMC devaient respecter les règles sociales de base de l'organisation internationale du travail(OIT). Le groupe souhaitait en outre un encadrement social de l'économie mondiale et une politique de relance coordonnée à l'échelon international qui puisse permettre de compenser le ralentissement mondial de la croissance.

A noter que tout comme le mouvement antimondialisation, Global Unions n'est pas une structure, mais un réseau d'organisations syndicales à l'échelle mondiale. Ensemble, elles gèrent un site WEB contenant des informations, des nouvelles de campagne et de prises de position, qui leur permet d'entreprendre des actions percutantes, collectives et immédiates dans le monde entier. La comparaison s'arrêtant là puisque, en ce qui les concerne, les syndicats sont reconnus comme interlocuteurs officiels. D'ailleurs, même s'ils cherchent à profiter de la dynamique actuelle, ils ne souhaitent absolument pas l'assimilation des deux mouvements, si ce n'est à leur profit.

Et c'est pourquoi dans plusieurs pays les syndicats ne veulent pas manifester dans la rue avec les altermondialistes.

Certains estiment que ces derniers sont désordonnés, désorganisés, et qu'ils ne savent pas contrôler leurs troupes, se laissent déborder par des casseurs et donc attirent la répression policière. D'autres qu'ils n'ont pas de propositions concrètes, qu'ils sont utopistes et qu'ils demandent l'impossible alors que les syndicats sont tout le contraire : organisés, contrôlés, modérés, concrets .

Il existe donc un jugement négatif porté par les leaders syndicaux sur ces mouvements qui échappent à leur contrôle et qui, en débordant leurs revendications et leurs organisations, risquent d'entraîner pour eux des effets qu'ils jugent indésirables. Ils cherchent donc à ce qu'il n'y ait pas confusion des genres.

Le jugement des syndicats est souvent fondé, il est vrai en effet, que les altermondialistes sont encore la recherche d'une identité claire qui permettrait de distinguer qui en est et qui n'en est pas, d'articuler toutes les composantes du mouvement et de se doter de formes d'organisation qui conviennent à cette identité

Il est clair également que s'ils ont nommé clairement leur adversaire, il ne disposent pas encore d'assez de ressources et de moyens efficaces de lutte pour l'inquiéter vraiment.

À leur décharge, le mouvement syndical a mis environ un siècle à construire son projet et son unité (toujours relative et précaire) avant d'être capable d'inquiéter vraiment la bourgeoisie industrielle, notamment en organisant des grèves générales. Et ce n'est qu'au bout de ce long processus qu'on a constaté une amélioration des conditions de vie dont jouissent de nos jours, non seulement les travailleurs, mais la population en général.

Reste à savoir s'il y a de la place pour les deux mouvements. Si tel était le cas, ils devraient alors s'appuyer mutuellement. Les antimondialistes pour profiter de la formidable expérience des luttes sociales des syndicats et inventer avec eux de nouvelles formes d'organisation, les syndicalistes pour retrouver un nouveau souffle, une nouvelle énergie, une jeunesse et une spontanéité qu'ils ont perdu en vieillissant.

Il ne semble pas que cela soit le cas et le mouvement syndical cherche donc à prendre le relais. Et pour cela, il commence à s'adapter aux mentalités des jeunes d'aujourd'hui.

En effet leurs valeurs sont fondées sur des attentes très différentes de celles des ouvriers du siècle écoulé. Le rapport à la vie sociale ( famille, travail, loisirs, citoyenneté) et du même coup le rapport à l'autorité (aux normes, à l'organisation, au leadership) ont changé profondément. Il faut comprendre cette évolution des mentalités et non condamner la différence en soi. C'est une question, sinon de survie, du moins de continuité pour le renouveau du syndicalisme et les responsables le savent. La société a changé, les mutations techniques, économiques, politiques, culturelles et sociales que nos sociétés industrielles sont en train de vivre ont mis en place de nouvelles classes sociales (gestionnaire et populaire) qui doivent être prises en compte.

## La prise en compte d'enjeux communs

Les luttes de classe actuelles ont pour objet de nouveaux enjeux très complexes : le contrôle de l'information et de la communication, de la technologie, de la consommation, de l'environnement, de l'éducation, de la santé ; le refus de toutes les formes d'exclusion, le respect des droits de l'individu humain, les grands problèmes éthiques ; la question du développement et de la division internationale du travail ; la question de la citoyenneté, du rôle de l'état, de la fonction publique ; la question de l'immigration et des relations interculturelles. Un ensemble de thèmes commun avec les antimondialisation qui milite , compte tenu de leur antériorité et de leur structuration ,en faveur d'une récupération de la dynamique au profit des syndicats .

### les mouvements politiques

A l'instar des mouvements syndicaux, les partis politiques ont perdu une grosse partie de leur audience au cours des dix dernières années, y compris dans leur bassin de recrutement traditionnel, soit parce que décrédibilisés, faute d'avoir tenu leurs promesses électorales , soit à cause de la désaffection générale pour l'engagement politique constatée cette dernière décennie .

N'arrivant plus à recruter ou à motiver leurs militants, placés devant une impasse, ils ne savaient plus quelle stratégie adopter.

Les mouvements de masse des militants antimondialisation, leur ont donné une occasion inespérée de redorer leur blason et de retrouver une dynamique militante.

A défaut donc de pouvoir porter eux-mêmes leur message, ils ont cherché à profiter de la vague de fond en se joignant aux manifestations de lutte contre l'économie néo-libérale.

L'exercice n'était pas sans risque, notamment celui d'une confusion des genres, mais la situation était telle qu'ils n'avaient guère le choix. D'autant plus qu'en arrière plan, tout comme pour les syndicats, germait l'idée de récupérer cette dynamique à leur profit .

A leur avantage, il faut reconnaître que le mouvement antimondialisation peine à incarner le tiers état de la planète. Car, aussi considérable soit-elle, la somme des militants d'une myriade d' associations ne saurait constituer un véritable mouvement populaire. Les partis politiques traditionnels ont donc toute leur place dans le débat, et même plus, ont vocation à prendre la relève .

## Une dimension nationale incontournable

En outre, bien que la majorité des pro et des antimondialisations s'accordent à penser que la dimension nationale est obsolète pour appréhender les enjeux du monde, tant d'un point de vue économique que politique, il faut tout de même admettre que l'état-nation demeure l'unique cadre d'expression réellement démocratique. Refuser cette réalité équivaut à s'exclure de tout système représentatif fondé sur l'élection c'est-à-dire sur la souveraineté populaire.

Qui plus est, en terme d'efficacité, le rejet par le Parlement européen au printemps 2000 de la taxe TOBIN a démontré qu'on ne devait pas trop compter sur les instances représentatives supranationales.

Pour promouvoir une mesure quelle qu'elle soit, il semble préférable de rechercher l'adoption par un parlement national qui ouvrirait la voie à sa généralisation progressive par d'autres pays. Même si cette vision des choses peut paraître utopique, elle demeure possible et les hommes politiques le sentent, c'est un discours qui plaît et qui à terme peut rallier une partie des militants antimondialisation à leur cause, donc à leurs partis.

Ainsi donc, les « antimondialisations » et les républicains se retrouvent dans un premier temps pour associer leurs forces, cela permettant aux premiers de s'affranchir d'un front libertaire qui les exclut du champ démocratique et les condamne à la violence et aux seconds de prendre davantage conscience du caractère planétaire des problèmes qu'ils ont trop souvent tendance à réduire à des enjeux nationaux. Mais dans la mesure où les intéressés sont les mêmes et où ils ont malgré tout besoin de se sentir encadré, ils auront tendance, à terme, à se retrouver finalement davantage dans leurs instances représentatives nationales. Et comme disait Jean-Jaurès, une figure chère à ces deux courants : « un peu d'internationalisme éloigne de la patrie, beaucoup y ramène. »

De toute façon, expression de la montée d'une conscience politique dans une partie de la population, le mouvement contre la mondialisation devra tôt ou tard trouver un prolongement politique. Contraints tôt ou tard à tendre la main aux travailleurs du privé et du public, ses membres auront tendance à se rallier aux partis politiques traditionnels, sous réserve que ceux-ci prennent en compte leurs aspirations ou du moins amorcent le mouvement.

Le mouvement de transfert est déjà engagé faute d'organisation concurrentielle. A titre d'exemple, en Italie, à Gênes, la gauche italienne, balayée par la droite de Mr BERLUSCONI,

a retrouvé un véritable second souffle tandis que la France n'a pas hésité, à l'occasion du Forum social mondial à envoyer de nombreux hommes politiques à la veille des élections présidentielles de 2002, tant pour se faire de la publicité que pour chercher à récupérer un capital de sympathie indéniable.

212) Le risque de manipulation et de récupération de la contestation.

La présence des syndicats et des partis politiques au sein du mouvement antimondialisation est en soit une gageure pour le mouvement , compte tenu du travail de sape engagé par ces derniers. Mais ils ne sont pas les seuls à mettre l'édifice en péril .

### La réaction des pouvoirs

Devant l'ampleur grandissante des protestations contre la mondialisation libérale et le risque de radicalisation d'une part croissante des manifestants, les pouvoirs sont de plus en plus gênés et leurs réactions sont diverses.

Soit ils répriment brutalement, en évitant volontairement de faire la distinction entre violents et non violents.

Soit Ils tentent de diviser le mouvement en s'efforçant de récupérer les moins virulents des réformistes et en diabolisant les contestataires radicaux.

Soit, ils utilisent les médias classiques pour faire un travail de désinformation et de simplification de la violence.

Soit ils essayent de transformer le mouvement en une sorte de mode commune en évitant de laisser la paroles aux plus radicaux en les transformant tous en terroristes en puissance.

Soit enfin , les pouvoirs en place cherchent à mettre les réformistes devant leurs limites , le but étant de les ramener sur le terrain connu des négociations au cas par cas.

Dans l'ensemble, le système capitaliste n'est pas fondamentalement menacé, toutefois, ébranlé par les mobilisations de Seattle et de PORTO ALEGRE, le discours des gouvernants et des possédants paraît avoir changé . Mais si ces derniers semblent disposés à accepter davantage de nature, d'éthique et de concertation, c'est à condition qu'on leur garantissent une marge de profit suffisante. De ce fait, le discours est tronqué à la base et au lieu d'avoir un véritable changement on risque de n'avoir qu'une métamorphose sémantique.

Pour ce faire, tous les moyens sont bons et toutes les techniques de séduction sont employées. C'est ainsi que l'on convie les militants antimondialisation à des réunions de concertation, qu'on leur propose de des tribunes et qu'on leur donne l'occasion de s'exprimer devant des caméras pour désamorcer les crises.

Les grandes organisations jouent parfaitement ce double jeu. C'est ainsi que le fond monétaire international, pourtant accusé de porter une part de responsabilité dans la faillite de nombreux pays pauvres a dépêché un observateur au premier forum social mondial en n'hésitant pas à le financer indirectement.. C'est également ainsi que le gouvernement socialiste Français a tenu deux discours à la fois à Davos pour rassurer les marchés sur son soutien, même mesuré au système libéral, tout en lançant un prix destiné à un entrepreneur social, tandis qu'en parallèle, les grands capitaines d'industrie se lançaient dans des programmes de donation et de soutien divers.

### Une contre-offensive médiatique

Bien que le capitalisme ne soit pas sur la défensive, que le ralliement de la gauche officielle au marché éloigne pour le moment l'hypothèse d'une alternative prochaine au néolibéralisme et que les médias soient de plus en plus au service du patronat, des publicitaires et des actionnaires, il a semblé nécessaire de reprendre les thèses des anti mondialistes afin de leur couper l'herbe sous le pied. Les entreprises, comme les institutions économiques internationales qui, bien que financées par l'argent public, sont au service quasi exclusif des intérêts privés, ont désormais compris que le maintien de leur influence passait par un effort supplémentaire en terme de relations publiques. Elles sont persuadées que la contestation qu'elles affrontent est susceptible d'être résorbée comme la concurrence par la séduction ou le partenariat.

On assiste à une sorte de comédie de l'écoute et de la repentance qui bat son plein. Et les déclarations de l'OCDE de la banque mondiale et du FMI vont dans ce sens.

À Davos les patrons des multinationales ont rivalisé de discours insistant sur leur responsabilité sociale, ce qui ne les empêchait pas en parallèle d'annoncer des licenciements massifs.

Mais ce renouvellement de la dynamique du système par la critique et sa capacité de récupérer la contestation n'ont rien d'inédit. Après mai 1968, le management avait déjà ajusté ses techniques de production en tenant compte de la mise en cause par les libertaires de la hiérarchie et du mode de production.

En outre, sachant pertinemment que c'est souvent par l'entremise des médias que commence la récupération des contestataires, les cercles dirigeants de la presse et de la communication. ont depuis longtemps recyclé quelques soixante-huitards notoires en porte-parole de la nouvelle idéologie dominante, qu'il s'agisse des radios libres devenues commerciales ou des grands journaux normalisés .

Les manipulations et les tentatives de récupération sont une réalité .Elles remettent en question la perception originelle du message et par la même sa légitimité. Mais au delà de ce phénomène pernicieux, il en est un plus visible et tout autant déstabilisateur, celui de la violence qui accompagne le mouvement .

## 22) L'écueil de la violence.

Les conférences liées aux questions de la mondialisation de l'économie et des finances, aux problèmes écologiques ou aux droits de l'homme sont de plus en plus souvent émaillées de manifestations à caractère plus ou moins violents. Depuis le milieu des années 90 , ces actions sont le fait du mouvement antimondialisation qui utilise ces conférences pour manifester sa résistance.

Nous avons déjà abordé la montée en puissance de ces actions. Qui, comme à Seattle et à Prague ont pris une ampleur telle qu'elles ont gêné massivement le déroulement des conférences, occasionnant même leur clôture anticipée. Nous allons désormais constater à quel point la violence, dans toutes ses formes, est inhérente au mouvement de lutte contre la mondialisation et combien le risque de dérapage est réel .

### 221) D'une violence envisagée ...

Les prémices de la résistance à la mondialisation.

Le mouvement antimondialisation trouve en partie ses racines dans le mouvement Zapatiste mexicain né le 1<sup>er</sup> janvier 1994 avec l'entrée en vigueur de l'accord de libre-échange nord-américain. Il s'est renforcé lors des négociations de l'OCDE sur l'accord multilatéral sur investissement (AMI) 1995 – 1998, lesquelles n'ont été rendues publiques qu'au printemps

1997 et ont déclenché un tollé général au sein des organisations écologistes, des organisations pour le développement, des associations de consommateurs et des syndicats du monde entier.

Sans revenir sur les types d'organisation évoqués plus avant, il est apparu clairement que, quels qu'ils soient, la constante de la violence se confirmait au fur et à mesure du déroulement des opérations. Les protestations de masse qui réunissaient différents groupements, mais aussi des individus non organisés et pour certains sans étiquette politique qui n'avaient que peu de connaissance des tâches, des structures et des enjeux ont quasiment toutes débouchées sur des actes de violence.

Le sentiment général et indéfinissable d'insécurité vis-à-vis des processus politique, économique et social ont donné l'impression d'une certaine impuissance face à la mondialisation qui est devenue un bouc émissaire et qui étant considérée comme la cause d'un certain mal-vivre a donné lieu à des débordements incontrôlés.

Se rajoute à cela le potentiel de violence dont font actuellement preuve certains jeunes dans la vie quotidienne qui s'est retrouvé exacerbé dans cette lutte contre le pouvoir en place .

Souvent cette violence s'est manifestée par une folie destructrice, apparemment sans raison, ou par une agressivité extrême envers les personnes. Il en résulte que les événements publics, de quelque nature qu'ils soient, sont de plus en plus souvent marqués par des actes de vandalisme, sans forcément qu'il y ait une motivation politique ou idéologique.

On ne peut donc que constater que la violence est quasiment intrinsèque aux actions engagées par le mouvement antimondialisation .Sentiment renforcé au regard du discours tenu et des objectifs annoncés .

### Stratégie du mouvement antimondialisation

La stratégie des militants antimondialisation, si tant est qu'on puisse parler d'une stratégie commune réfléchie, est dans les grands traits la suivante :

A court terme : il s'agit de perturber, voire d'empêcher la tenue d'événements spécifiques, tels que conférences, rencontres, conventions des organisations supranationales ou des grands groupes internationaux. Il s'agit en outre d'occasionner des dommages à certaines entreprises par le biais de boycotts, de dégâts matériels, ou de piratage informatique.

À moyen terme : les militants visent à la dissolution totale des organisations et des conférences supranationales ou du moins à leur réforme, en application des idées qu'ils propagent. Pour arriver à leur fin, il arrive que les militants discréditent de manière ciblée les villes où les pays qui accueillent les conférences ou les organisations.

À long terme : l'objectif ultime est de développer et de mettre en place d'autres mécanismes de décision supranationaux. Ainsi que de réduire voire d'éliminer totalement les inégalités sociales, économiques et écologiques au sein des états et entre les états. Néanmoins, les buts à long terme spécifiques des différents groupes de militants varient en fonction de leurs orientations politiques et des priorités qu'ils se sont fixés. Ces buts ne peuvent néanmoins être établis que de manière diffuse et les moyens qui doivent être utilisés pour leur mise en œuvre concrète sont rarement clairement et stratégiquement mis en évidence.

#### Une position ambiguë

La grande majorité des militants antimondialisation s'engagent pour faire connaître leurs idées sans faire usage de la violence. Néanmoins, le discours peu clair et inconséquent de nombreux groupes concernant l'usage de la violence – ce même si leurs membres pour la plupart d'entre eux ont un comportement pacifique – ne permet pas de tracer une limite nette entre la majorité pacifique et la minorité encline à la violence.

#### Une justification de « Légitime défense »

L'attitude des militants à l'égard de la violence trouve ses racines dans la pensée marxiste sur laquelle une partie d'entre eux se basent. Dans les années 70 déjà, la nouvelle gauche partait du principe que toute action dirigée contre les organes de l'état, qu'elle soit pacifique ou non, est la réponse légitime à la violence exercée par l'appareil étatique et par la classe dominante (violence structurelle).

Aujourd'hui, les militants antimondialisation argumentent de la même façon : Pour eux, la véritable violence contre les individus, mais aussi contre la nature émane des organisations supranationales, des grands groupes internationaux et de la classe dominante (économiquement et politiquement parlant). Alors pour eux, l'utilisation de la violence dans la lutte contre ces abus ne serait par conséquent rien que de la légitime défense, en tant que conséquence logique et inévitable d'un système intrinsèquement violent.

Les anarchistes quant à eux ont une autre argumentation. Leur objectif principal est la libération de l'individu de toutes les contraintes du système et la lutte contre les structures établies. Et pour atteindre cet objectif et arriver à une société meilleure, ils estiment que tous les moyens sont justifiés.

Par ailleurs, l'exigence de comportement non-violent et la morale politique dominante font en soi partie des structures établies, il apparaît donc comme logique que les anarchistes non seulement puissent, mais même doivent, briser ses structures.

Plus grave encore, en terme de morale politique, d'autres groupements modérés et jusqu'ici non violents se refusent en toute conscience à se distancer de l'usage de la violence et ce en signe de solidarité et de loyauté. Ils avancent pour ce faire que leurs objectifs sont les mêmes que ceux des groupements qui font usage de la violence et que ces objectifs ne peuvent être atteints que si l'ensemble des militants ont une attitude unanime. Ils estiment donc ne pas pouvoir se permettre de risquer l'effondrement du mouvement antimondialisation à cause d'une querelle de méthode.

Et c'est pourtant bien là que la survie du mouvement est mise en jeu. En effet, comment crédibiliser un message et donc un mouvement incapable de s'adapter aux règles élémentaires du dialogue donc de la démocratie.

222°) A une violence organisée .

Quoi qu'en disent les organisateurs de ces grands mouvements de foule qui dénoncent les actes de violence, les éléments d'analyse des événements qui ont émaillé les conférences internationales démontrent que les manifestations à caractère violent sont soigneusement préparées par des professionnels et mises en scène suivant une planification stricte. De plus en plus, des professionnels des manifestations jouent sur place un important rôle d'instructeur et de coordinateur. Le mode d'action, à quelques détails près, est toujours le même.

#### Les préparations avant l'événement.

Les militants utilisent des moyens de communication modernes, ils appellent à la participation et à des actions via Internet. Des réunions préparations se tiennent tant à l'échelon national qu'international plusieurs mois avant l'événement officiel. Elles permettent aux différents groupes de nouer des contacts, mais aussi de répartir les tâches et d'attribuer les rôles.

Lors des manifestations qui se déroulent quelques semaines avant l'événement, il n'est pas rare que des instructeurs spécialisés soient présents pour faire connaître aux futurs manifestants de nouvelles formes possibles de protestation pour obtenir le plus grand écho médiatique possible. La violence en fait partie. Des plates-formes d'actions et des groupes de travail sont également mises sur pied à l'avance

Ces groupes se concentrent généralement sur la logistique (logement, finances, acquisition de matériel), les médias (information des médias, manière d'influencer les médias), la tactique et le mode d'action (préparation de la manifestation, formation des manifestants, autres actions), le conseil juridique (comportement à adopter vis-à-vis la police, pendant le déplacement et au moment de franchir la frontière, assistance juridique en cas d'incident).. Ces groupes se sont révélés être d'une importance capitale, en particulier lorsqu'il s'est agi de mener de nombreuses actions, flexibles et qui s'étendent sur plusieurs jours.

On connaît mal l'organisation interne et clandestine du mouvement qui fonctionne par échange de courriers électroniques et par rencontres discrètes ; elle est également difficile à surveiller. Pour partie, des plans préétablis sont mis en œuvre avant même l'événement et prennent la forme d'actes de sabotage ou d'autres actions de dissuasion servant la stratégie visant à empêcher la tenue de la réunion.

Il s'agit souvent de parvenir à ce qu'un grand nombre de personnalités officielles annulent leur participation à la conférence afin que celle-ci perde en importance ou soit purement et simplement annulée.

#### Actions mises en œuvre au cours de l'événement

Parallèlement à la manifestation officielle, ont lieu sur place et dans les environs ce qu'on appelle communément des « Global action days ».

Au programme se succèdent, des cortèges silencieux, des conférences, des concerts et autres manifestations. Certains groupes violents se fondent dans les grandes manifestations pacifiques et les utilisent pour se laisser aller à des combats de rue. Un centre de rassemblement, situé si possible à proximité du lieu de protestation et équipé de la messagerie électronique et de téléphones mobiles, est souvent utilisé comme une véritable centrale d'engagement servant à piloter de petits groupes de personnes mobiles. Des actions sont également menées dans un rayon plus lointain : elle n'ont qu'un lien indirect avec l'événement et sont par conséquent difficilement prévisibles.

A noter que les militants antimondialisation qui ne font pas les déplacements peuvent également mettre sur pied des actions de solidarité dans leurs pays respectifs. Au cours de ces manifestations, les institutions du pays qui accueille l'événement sont souvent la cible des militants (représentation diplomatique, succursales d'entreprise, etc.)

### Les nouvelles formes d'actions

Au cours des dernières années, de nouvelles formes d'action se sont développées :

Tute Bianche : des manifestants en tenue de travail blanche rembourrées tentent de briser les cordons de police à la manière d'un bélier.

Reclaim the streets : l'espace public est occupé illégalement et est utilisé pour la tenue d'une fête

Free train actions: les participants à la manifestation se déplacent jusqu'au lieu de l'événement en train, de façon organisée, mais sans payer leur voyage.

Actions via Internet : les réseaux électroniques donnent aux militants de nouvelles possibilités d'attaque ; ils peuvent ainsi occasionner des pertes financières mais aussi détruire la réputation de leur cible (organiseurs ou organisations) en mettant au jour des lacunes notoires sur le plan de la sécurité.

Actions menées de manière clandestine, actes de sabotage : Ces actions parfois très dures ne se limitent pas aux infrastructures. Ainsi, dans le cadre d'une société d'expérimentation animale, des militants ont menacé et harcelé certains des collaborateurs et des actionnaires de l'entreprise ainsi que des banques lui ayant octroyé un crédit.

### Les « casseurs » de l'antimondialisation

En prenant le nom de Black bloc à l'instar des groupes de squatters et d'autonomes allemands de la fin 1970, certains manifestants, présents à chaque grande manifestation, ont cherché à être clairement répertoriés en devenant des professionnels de la violence. Ils prônent l'anarchisme mais surtout le recours systématique à la violence. Vêtus de noir, encagoulés et masqués, armés de barre de fer, ils sont depuis quelques années de toutes les actions, moins pour protester et contester que pour casser. Seule l'action violente est à leurs yeux payante. Ils sont américains ou européens et à défaut d'organisation structurée, se sont donnés comme nom « les Black blocs » en prenant comme modèle cette ultra gauche européenne dont ils vont s'inspirer dès le début des années 1990 pour devenir les casseurs de l'antimondialisation.

C'est aux Etats-Unis surtout que le mouvement va s'étendre, ils apparaissent pour la première fois en 1992, à l'occasion d'une manifestation contre la guerre du Golfe, à Washington ils s'en prennent alors à la banque mondiale et au département du trésor. La même année, quelques dizaines de jeunes, le visage dissimulé par un foulard noir, accompagnent une marche commémorant à San Francisco les 500 ans du génocide des Indiens d'Amérique.

Le 24 avril 1999, ils sont près de 2000 à Philadelphie pour dénoncer la condamnation à mort de Mumia Abu Jamal accusé du meurtre d'un policier. Quelques mois plus tard, le 30 novembre à Seattle, ils protestent contre la réunion de l'OMC en brisant les vitrines des banques, des magasins « Nike » et de quelques cafés et commerces sur le parcours de la manifestation anti mondialiste.

On les retrouve ensuite régulièrement sur toutes les manifestations. En Europe on les remarque au sommet de Göteborg puis à Gênes. Mais, ils se sont surtout illustrés au Royaume-Uni et en Allemagne et dans une moindre mesure aux Pays-Bas et au Danemark. Le 1<sup>er</sup> mai 1999 la cité de Londres était investie par groupe de militants masqués et vêtus de noir. L'année suivante ils prenaient pour cible Trafalgar square et White hall, le quartier des ministères. En Allemagne le nouveau « Schwarze block » constitue aujourd'hui l'un des courants de la mouvance autonome. Il serait issu de l'une des organisations autonomes les plus actives du début des années 1990 maintenant disparue.

Ces militants seraient quelques 1500 sur une nébuleuse autonome estimée entre 6000 et 7000 personnes essentiellement à Berlin Hambourg et Francfort.

Toujours présents lors des manifestations du 1<sup>er</sup> mai et lors des rassemblements antinucléaire, il se livrent aussi à des attaques ponctuelles contre des banques, des bâtiments officiels ou les permanences des mouvements d'extrême droite.

En France, en revanche, les Black blocs sont quasiment absents du paysage alternatif. Très peu de militants prônent le recours à la violence comme arme politique. À titre d'exemple, seuls 8 sur les quelques 225 manifestants interpellés par la police italienne à Gênes étaient français.

Très minoritaires au sein de la nébuleuse anti mondialiste, les black blocs ne constituent nullement une organisation structurée. Il s'agit en fait moins d'un mouvement que d'un réseau composé de groupuscules attachés aux mêmes réactions directes et violentes qui s'assemblent ponctuellement au gré des manifestations. Mais leur capacité de nuisance est importante car ces idées anarchiques qui prônent le recours à la violence semblent influencer

de plus en plus de jeunes Américains ou européens un peu perdus qui sont prêts à franchir le pas de la violence.

### Les dangers de radicalisation

La probabilité de voir les actuels débordements émaillant les manifestations à caractère majoritairement pacifiques contre la mondialisation se multiplier ou de les voir se muer en un véritable mouvement terroriste est réelle.

La dérive vers le terrorisme.

Certains groupes terroristes ou extrémistes violents actifs dans les années 70 ont rallié le mouvement antimondialisation et participent aux actions des militants

On peut citer l'exemple de l' « Animal Liberation Front » : son organisation en petites cellules très mobiles disséminées dans de nombreux pays d'Europe de l'Ouest et aux Etats-Unis, de même que sa stratégie de communication rappellent étrangement les structures de certains groupements terroristes. Il faut rappeler en effet que dans les années 80 l'ALF a attiré l'attention en commettant des attentats à l'explosif et que dans les années 90 ce mouvement à utilisé des moyens plus radicaux allant jusqu'à provoquer des lésions corporelles, à mettre le feu et à menacer systématiquement les vendeurs de fourrure, les abattoirs, les restaurants, les vétérinaires et les instituts de recherche médicale.

Il existe donc des groupes dont la structure est très proche de celle d'organisations terroristes et qui semblent en outre disposer du savoir-faire nécessaire, sans compter les contacts directs, pour leur permettre l'acquisition d'un savoir-faire supplémentaire, d'expérience et de personnel.

### Les conditions d'une radicalisation plus poussée.

Si les conditions suivantes se réalisaient, un noyau dur d'activistes violents utilisant des moyens propres terrorisme pourrait se constituer :

\*Les militants antimondialisation ont l'impression que leurs idées ne sont pas prises en considération, si bien que le sentiment d'impuissance face au système politique, économique et social se renforce.

\*La récession économique qui se prépare à l'échelon international accentue les différences de revenus (entre les individus et /ou les états), fait grimper le taux de chômage, renforce l'exploitation de la nature, exacerbe les tensions sociales et augmente le sentiment général d'insécurité.

\*L'utilisation de la violence pour imposer certaines idées est une solution de plus en plus unanimement acceptée par la masse, jusqu'alors majoritairement pacifique des militants antimondialisation, ou en tout cas elle rencontre moins de désapprobation de la part du grand public (l'explication de la légitime défense semblant s'imposer).

\*Les militants classent les actes d'extrémisme violents dans le registre des moyens à mettre en œuvre.

Si ces conditions venaient être remplies, il faudrait s'attendre à ce que se constitue dans les deux à cinq ans un noyau dur issu de l'aile gauche du mouvement antimondialisation, soit sous la forme d'un nouveau phénomène indépendant, soit par l'activation de groupements extrémistes de gauche et le ralliement à ce groupement.

Il pourrait également en être de même pour les groupes d'extrême droite, mais dans une moindre part dans la mesure où la résistance à la mondialisation ne fait pas partie des thèmes qu'ils développent, sauf à la marge.

Le danger est réel. En dépit de la nature pacifique de la plupart des mouvements représentés dans la nébuleuse antimondialisation, la dynamique qui prévaut en leur sein incite à penser que des noyaux durs prêts à recourir à la violence sont susceptibles de se développer. L'expérience montre en effet que dans ce type de mouvement, les éléments radicaux peuvent rapidement basculer et céder à la violence.

#### Une parade difficile

Le cadre juridique actuel complique la tâche en rendant difficile toute observation sérieuse des groupes les plus violents. La législation en vigueur limite en effet les moyens que les forces de sécurité sont à même de déployer à titre préventif au moment même où le besoin s'en fait sentir.

En outre, la position polémique des leaders plus institutionnel de réseaux antimondialisation tels que ceux d'Attac, qui surfent sur la ligne instable fondée sur la complémentarité entre l'action violente et le lobbying des organisations non gouvernementales ou des associations, jette encore plus le trouble. D'autant que si le mouvement a pris de l'ampleur c'est aussi grâce à la médiatisation de ces actions coups de poing.

On se retrouve donc face à une sorte d'impasse, que ce soit au niveau des manifestants, ou à celui des forces de l'ordre qui sont obligées de répliquer et qui alimentent par la même occasion le cycle de la violence, fournissant aux détracteurs des arguments pour s'engager dans une escalade sans fin.

## Conclusion

Les informations recueillies sur le prochain sommet d'ÉVIAN permettent de penser qu'une fois encore, le mouvement antimondialisation fera une démonstration de sa capacité de mobilisation pour venir perturber le bon fonctionnement de cette réunion et porter son message visionnaire d'un autre monde. Les nombreuses inscriptions via Internet et les différentes réunions de préparation qui ont déjà été recensées un peu partout dans le monde, démontrent, si besoin était, la capacité ponctuelle d'organisation et de mobilisation que possède ce mouvement.

Mais une fois encore, la trop grande diversité, à la fois des messages et des intervenants, permet de douter de la pérennité de la démarche. D'autant que les grands syndicats et les partis politiques seront eux aussi sur les rangs pour faire entendre leur voix et tenter de reprendre l'initiative.

Autant dire que les cartes seront sérieusement brouillées, surtout dans le contexte international particulièrement instable que nous connaissons aujourd'hui.

Qui plus est, les actes de violence qui, à n'en pas douter, et malgré la forte mobilisation policière, viendront émailler l'événement risquent de ternir une fois de plus l'image du mouvement antimondialisation qui ne les condamne pas de façon suffisamment nette.

Malgré les idées généreuses dont il se fait le porte-parole et après une période faste due en grande partie au vide laissé par les institutionnels, le mouvement des antimondialisation ou plutôt des altermondialisation, terme plus constructif, a du mal à s'organiser dans la durée. Manipulé, trop diversifié et déconsidéré par ses extrémistes, il semble condamné à régresser voire à disparaître.

Quoi qu'il en soit, l'essentiel est fait. La prise de conscience de la nécessité de revoir ensemble et de façon durable la vision du développement du monde est effective et le sursaut citoyen semble lui effectif.

Nul doute que les relais d'opinion traditionnels que sont les partis politiques, les syndicats ou bien encore les organisations non gouvernementales sauront saisir la balle au bond pour récupérer à leur profit cette dynamique et porter à leur tour ce message auprès des instances nationales et internationales.

## BIBLIOGRAPHIE

Léo SCHEER « la démocratie virtuelle » Editions FLAMMARION 1994

Philippe MOREAU DEFARGES « La mondialisation » Editions presses universitaires de France 1998

Gérard LAFAY « Comprendre la mondialisation ». Editions ECONOMICA 1999

Jean-pierre MICHIELS « Mondialisation et citoyenneté » Editions L'HARMATTAN 1999

Jean-marie GUEHENNO « L'avenir de la liberté : la démocratie dans la mondialisation » Editions FLAMMARION 1999

Jean-claude DELAUNAY « La mondialisation en question » Editions L'HARMATTAN 1999

Karen BASTIEN « une autre mondialisation en mouvement » Editions MANGO collection regard sur demain 2002

Collectif « dictionnaire de la mondialisation » Editions le pré aux clercs 2002

Yves CHASSARD « Syndicats à l'épreuve de la mondialisation » Editions IFRI (n°47) 2002

( GRIP ) Anne PETERS « Mondialisation, comprendre pour agir » Editions Complexe 2002

## TABLE DES MATIERES

Introduction	3
Partie 1. La montée en puissance du mouvement anti-mondialisation.	
<u>11. L'émergence et le développement d'une contestation universelle contre les méfaits du libéralisme économique.</u>	
111) Un courant de pensée développé en France par des intellectuels .	4
ATTAC, une idée originale Une action au niveau du débat électoral Seattle, le déclencheur de la montée en puissance	
112) Un développement progressif du phénomène .	8
Un bilan révélateur des événements	
<u>12. La structuration et l'apogée du mouvement .</u>	
121) Le rôle d'amplificateur d'Internet .	11
Un outil commun de communication Un outil de combat pour ATTAC Le cas particulier d'Indymédia	
122) La tribune des Forums .	16
Au niveau Européen ( Florence ) Au niveau Mondial ( Porto Alegre 2 )	
Partie 2. Une évolution contrariée, voire condamnée .	
<u>21. Les limites du système</u>	
211) Le poids des divergences de courant .	22
Les différentes formes d'organisation Les grandes catégories d'individus ( deux camps ) Les mouvements syndicaux et politiques	
212) Les risques de manipulation et de récupération .	30
La réaction des pouvoirs Une contre offensive médiatique	

## 22. L'écueil de la violence

221) D'une violence envisagée	32
Les prémices de la résistance à la mondialisation Stratégie du mouvement anti mondialisation La justification de la légitime défense	
222) A une violence organisée	35
Les préparations avant l'événement Les nouvelles formes d'action Les dangers de radicalisation	
Conclusion	41
Bibliographie	42
Sommaire	43